

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2845/2026/42
mettant en demeure le liquidateur judiciaire SELAS GUERIN et Associés
de respecter les prescriptions du Code de l'environnement,
concernant la cessation d'activités
de la minoterie exploitée par la société Etablissements Emile LARROULET SA,
sur le territoire de la commune d'Ustaritz ;

Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement et notamment son livre V, titre 1^{er}, l'article L. 171.8 et les articles R. 512-39-1 à R. 512-39-6 du Code de l'environnement encadrant les modalités de cessation d'activités pour les sites soumis au régime de l'enregistrement ;
- VU** la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique et notamment son article 148 ;
- VU** le décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 modifiant diverses dispositions relatives aux sols pollués et à la cessation d'activités des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER Préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 94/IC/236, en date du 15 décembre 1994 et complété le 27 mai 1999 (arrêté n° 99/IC/213), autorisant la société Etablissements Emile LARROULET SA à exploiter une minoterie située 120 Chemin Errepetia Bidea sur le territoire de la commune d'Ustaritz ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2026-02-23-00006 du 23 février 2026 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** le jugement du tribunal de commerce de Bayonne en date du 13 juin 2022 prononçant la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire de la société Etablissements Emile LARROULET SA, date de cessation des paiements le 29 Avril 2022, désignant administrateur SCP CBF ASSOCIES, prise en la personne de Me Luc FOURQUIE 20, rue Thiers - 64100 Bayonne avec les pouvoirs : d'administrer l'entreprise, liquidateur Selas GUERIN et associées prise en la personne de Maître Hélène BRANCHU-BORD 2, rue du 49^{ÈME} – 64 100 Bayonne ;
- VU** la lettre recommandée L.R.A.R 2C 1711 6370 9581 en date du 20 septembre 2022 du liquidateur judiciaire, SELAS GUERIN et Associées, relative à la cessation d'activités de la minoterie exploitée par la société Etablissement Emile LARROULET SA sur le territoire de la commune d'Ustaritz ;

VU le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure, faisant suite à la visite d'inspection du 14 janvier 2026, transmis par lettre recommandée n° 87001338361521D au liquidateur judiciaire SELAS GUERIN et Associées le 30 janvier 2026 et réceptionnée le 02 février 2026 ;

VU l'absence d'observations sur le rapport d'inspection du 26 janvier 2026 ;

CONSIDÉRANT que les dispositions introduites par la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 et le décret n° 2021-1096 du 19 août 2021 concernant la cessation d'activités des installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables depuis le 1^{er} juin 2022 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection du 14 janvier 2026 a mis en évidence que les conditions de cessation d'activités de la minoterie exploitée par la société Etablissement Emile LARROULET SA, sur le territoire de la commune d'Ustaritz, ne respectent pas les dispositions du Code de l'environnement et notamment ses articles :

- R. 512-39-1 relatif à la transmission de l'attestation de mise en sécurité du site ;
- R. 512-39-3 relatif à la transmission du mémoire de réhabilitation et de l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site ;
- R. 512-39-3 relatif à la transmission de l'attestation de conformité des travaux aux objectifs définis dans le mémoire de réhabilitation.

CONSIDÉRANT que le liquidateur Selas GUERIN et Associées est tenue, dans le cadre de la cessation d'activités de minoterie exploitée par la société Etablissements Emile LARROULET SA, de respecter l'ensemble des prescriptions du Code de l'environnement pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT la nécessité, dans ces conditions, de justifier la mise en sécurité et la réhabilitation de minoterie exploitée par la société Etablissements Emile LARROULET SA sur le territoire de la commune d'Ustaritz ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRÊTE

Article premier : Objet

Le liquidateur judiciaire, SELAS GUERIN et Associées, dont le siège social est situé 2 Rue du 49° - 64 100 Bayonne, est mis en demeure, dans le cadre de la liquidation de minoterie exploitée par la société Établissements Émile LARROULET SA sur le territoire de la commune d'Ustaritz, de respecter les prescriptions techniques notées ci-dessous, dans les délais suivants :

Code de l'environnement	Délais
Article R. 512-39-1 [...] III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. IV. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.	1 mois

<p>Article R. 512-39-3</p> <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées [...]</p>	<p>3 mois</p>
<p>Article R. 512-39-3</p> <p>III.- Lorsque les travaux prescrits par le préfet ou, à défaut, définis dans le mémoire de réhabilitation sont réalisés, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, la conformité des travaux aux objectifs prescrits par le préfet ou définis dans le mémoire de réhabilitation. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement [...]</p>	<p>3 mois</p>

Article 2 : Sanctions

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

Article 3 : Délai et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 4 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le sous-préfet de Bayonne, le maire d'Ustaritz, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement, placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SELAS GUERIN et Associées.

Pau le, **04 MARS 2026**

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,
Samuel GESRET